

TIPASA

Le maire de Cherchell s'oppose à la reconfiguration du site touristique de Cap Rouge

«J'ai émis un avis défavorable concernant la reconfiguration et la requalification du site touristique de cap Rouge. L'Assemblée populaire communale n'a jamais été consultée et n'a ni délibéré ni approuvé la reconfiguration du site touristique de cap Rouge. Ce dernier en tant que site doté d'équipements touristiques figure dans le PDAU de Cherchell et a été validé conformément aux textes portant sa création», précise M. Berrouane, président de l'APC de Cherchell, en réponse à la situation actuelle du site de cap Rouge.

Pour rappel, le plan d'aménagement et d'urbanisme de Cherchell identifie ce site comme suit dans son chapitre 04 «caractère du secteur AU4», page 121 : «(...) Situé dans l'agglomération chef-lieu cap Rouge... ce site accueillera un aménagement touristique, il intégrera un village artisanal qui comprendra de petites activités et un programme de logements participatifs. Un complexe hôtelier y est prévu avec des esplanades et jardins en terrasse. Sa superficie est de 48 hectares.»

Pourquoi l'opportunité de cette réaction inhabituelle du P/APC de Cherchell ? Selon certaines sources, M. Berrouane serait exaspéré de voir l'APC être mise à l'index au sujet du retard mis dans la concrétisation de ces projets touristiques générateurs d'emplois, pourtant accueillis en grande pompe en septembre 2006, octobre 2006, et en 2009, respectivement lors des visites successives de M. Hmimid, alors ministre de l'Habitat, et Noureddine Moussa, l'actuel.

Le maire de Cherchell précise toutefois : «Je ne suis pas contre l'avènement de projets d'équipements de la

Gendarmerie nationale, ou du projet de la Protection civile. Je suis prêt à accueillir ces projets sur d'autres sites et sur d'autres assiettes, qui sont les bienvenus, mais pas sur le site de cap Rouge validé par un PDAU voté par l'APW et qui a déjà fait l'objet d'un plan d'aménagement adopté en CAUA, et bénéficiant d'un arrêté du wali en 2007 et d'un arrêté de réservation en tant que site destiné à une activité exclusivement touristique», déclare le maire de la ville en poursuivant : «C'est à la lumière du respect de ces dispositions légales que j'ai opposé un avis défavorable, lorsque je fus sollicité d'avaliser d'autres types de projets destinés à modifier et à reconfigurer radicalement cap Rouge au profit d'organismes non porteurs d'équipements autres que touristiques. N'oublions pas que la ville de Cherchell millénaire est avant tout une ville touristique et archéologique qui draine annuellement des milliers d'estivants et de touristes, notamment étrangers», conclut le maire de Cherchell.

Dans un article paru précédemment dans les mêmes

colonnes, nous avons rapporté la présentation du projet telle qu'elle figurait sur la notice affichée sur le site de cap Rouge. Cette notice mentionne que le site de cap Rouge distant de 2000 m du centre de Cherchell est prévu pour abriter plusieurs projets semi-urbains de grande envergure qui s'étendraient, selon ses concepteurs, sur une superficie de 48 hectares.

Lors de ses explications, le maire de la ville rappelle que «ce site était prévu à l'origine, en 2005, pour abriter des projets touristiques de dimension régionale qui viseraient la création d'un pôle secondaire à vocation touristique et culturelle et constituer un immense générateur d'emplois. «Cap Rouge risque de devenir aujourd'hui un immense lotissement résidentiel de 400 logements», a déclaré en substance M. Berrouane en ajoutant : «En m'opposant à la reconfiguration du site, j'ai agi dans le cadre de la préservation de l'économie locale, de l'emploi et du patrimoine cherchellois en ma qualité d'élu mandaté de la confiance des citoyens de Cherchell inquiets du devenir du site où furent prévus la construction d'un complexe hôtelier de 156 000 mètres carrés, d'un village artisanal de 20 000 mètres carrés et d'un espace de détente et de récréation dotés d'une intégration totale d'équipements d'accompagnement, le tout engrangeant des recettes faramineuses pour la commune et au profit des citoyens et de leur commerce.»

En réponse à la question de savoir par qui et comment une telle décision de reconfi-

guration et de requalification serait donc imposée au détriment d'une zone qui fut jadis un immense terroir agricole doublée d'une plage familiale prestigieuse puis promue à devenir un immense pôle touristique, M. Berrouane se désolé en affirmant avec regret, que cette situation induirait une plage et un site touristique en moins «cela en dépit de notre espoir illusoire, nous verrons disparaître un investissement nécessaire et salutaire au développement économique de notre région, dont la reconfiguration affectera gravement le développement et la promotion de l'emploi et, partant, induira et accentuera le chômage dans notre région. Je précise que ce projet «cap Rouge» prévoyait la réalisation d'un immense complexe hôtelier de haut standing structuré autour de deux hôtels de 4 et 5 étoiles d'une capacité de 600 lits chacun.

Cet espace touristique prévoyait par ailleurs la réalisation d'un village artisanal, regroupant toutes les activités artisanales et culturelles axées sur le tourisme et la préservation de l'art local, (gastronomie, poterie, musique, etc.). Une avenue piétonne, de type promenade, avait été prévue pour agrémenter ce projet de paradis touristique virtuel. Cette avenue piétonne était prévue quant à elle pour longer la zone côtière bordant ce complexe touristique, avec intégration d'espaces de dégustation et de restauration, ainsi que d'espaces publics récréatifs», conclut, abattu, le jeune et élégant maire de Cherchell.

Larbi Houari

TIARET

La pénurie de documents officiels refait surface à Sougueur

Décidément, rien n'a changé au niveau du service de l'état civil de la mairie de Sougueur, dans la wilaya de Tiaret, où les imprimés d'extrait d'acte de naissance font cruellement défaut, demeurant à ce jour introuvables au grand dam des citoyens.

Les citoyens qui se présentent quotidiennement devant les guichets, éprouvent toutes les difficultés du monde à se procurer le fameux document. Cet état de fait engendre des désagréments à la population qui ne sait pas à quel saint se vouer d'autant que tout récemment, le même service a enregistré une pénurie criante de documents officiels «alors qu'il étaient disponibles dans les kiosques multiservices et

autre taxiphones», déplore un président d'association. Une situation qui avait, rappelons-le, poussé l'Association pour la défense et la promotion du consommateur à dénoncer cette gabegie, à tel point que le premier responsable de la wilaya avait ordonné l'ouverture d'une enquête.

Il y a lieu de signaler qu'un groupe de citoyens de cette localité s'est regroupé dernièrement devant le siège de la mairie pour exiger une meilleure prise en charge des préoccupations de la population. Certains contestataires ont demandé carrément le départ du P/APC et son staff en raison, diront-ils, de l'anarchie qui prévaut sur tous les plans...

Mourad Benameur

CE MONDE QUI BOUGE

Dérives turques et Tunisie

Par Hassane Zerrouky



Le président Abdullah Gül a beau affirmer que «tous les citoyens sont égaux devant la loi» après l'arrestation vendredi dernier de l'ex-chef d'état-major de l'armée, le général Ilker Basbug – il était en fonction en 2010 – il n'en demeure pas moins que la Turquie est le théâtre d'une dérive autoritaire inquiétante : des centaines de journalistes et de démocrates, accusés de «complot contre l'Etat», sont l'objet de poursuites judiciaires quand ils ne sont pas jetés en prison. Ce pays, cité comme «modèle» par Washington de ce qui convient le mieux aux pays arabes et maghrébins, est en train de renouer avec les années de plomb des années 1980 où à la suite d'un coup d'Etat, les Kurdes, les démocrates et progressistes turcs avaient été impitoyablement traqués. L'armée avait alors promulgué des lois liberticides et mis en place des tribunaux d'exception dont, aujourd'hui, cette même armée en fait les frais. En outre, c'est l'armée, après le coup d'Etat de 1982, qui a introduit l'enseignement islamique dans les écoles turques. A l'époque, en bon élève de l'Otan, son action s'inscrivait dans cette stratégie dite de la «ceinture verte» initiée par Zbigniew Brezinski, conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter, pour contenir le «communisme». Il s'agissait d'instrumentaliser l'islam contre le «communisme» en favorisant l'émergence de régimes islamiques dans le monde arabe et musulman. C'est l'armée encore qui avait fait la chasse à tous ceux qui évoquaient les massacres d'Arméniens. C'est elle qui était derrière l'accord stratégique politique et militaire, aujourd'hui gelé, avec Israël avec l'aval des Etats-Unis.

Il est vrai que des militaires de haut rang, dont beaucoup n'exercent plus aucune fonction, ont trempé dans une affaire, dite Ernegecon, et ont été arrêtés. Cette organisation ultranationaliste, regroupant des officiers supérieurs de l'armée à la retraite, démantelée après la découverte d'un plan de déstabilisation du pays: assassinats d'hommes politiques, de journalistes et d'intellectuels, provocations d'incidents armés à la frontière turco-grecque, bombes dans des mosquées! Le tout visant à créer une situation de chaos et d'instabilité généralisée propice à une intervention militaire avec à la clé, la proclamation de l'état d'urgence, la dissolution du gouvernement et du Parlement !

Cette affaire a servi le Premier ministre Tayyip Erdogan et son parti l'AKP. Aussi, profitant que l'armée soit sur la défensive, l'AKP a-t-il décidé d'enfoncer le clou dans le but de réduire son influence et celle de ses relais kémalistes au sein des institutions étatiques, mais aussi museler des forces autrefois victimes de cette même armée : des journalistes, des étudiants, des militants et des intellectuels pro-kurdes. Ce bras de fer AKP-général n'est rien d'autre que l'expression d'une lutte pour le pouvoir entre les nouvelles élites bourgeoises turques dont les objectifs sont entravés par ces franges de la bourgeoisie traditionnelle proche de l'armée, ancrée dans une vision pseudo-moderniste, autrefois pro-occidentale, autoritaire et passiste. En Tunisie, c'est une tout autre réalité. Rien à voir avec la Turquie où, contrairement aux pays du Maghreb, la différenciation de classe est comparable à celle existant dans les pays occidentaux, et où les luttes sociales et politiques structurent le champ politique depuis les années 1950. J'invite les démocrates algériens à se rendre dans ce pays pour mesurer le fossé qui nous sépare de la réalité turque.

De ce fait, en Tunisie, la référence au modèle turc, brandi par Ennahda, relève de l'instrumentalisation à des fins de pouvoir. A l'issue d'une élection où un Tunisien sur deux ne s'est pas rendu aux urnes, le parti de Ghanouchi dirige un gouvernement de coalition avec le parti du président Marzouki et celui du président de l'Assemblée constituante, Mustapha Benjaafar, tous deux issus d'une mouvance de gauche.

Les ministères de l'Intérieur et de la Justice sont aux mains d'Ennahda. Aussi a-t-il tenté d'en user pour asseoir son pouvoir sur les médias en nommant des responsables à sa solde à la tête des principaux médias. La réaction des journalistes a été rapide : après le rassemblement de plusieurs centaines de journalistes lundi devant le palais du gouvernement dénonçant le retour aux pratiques de l'ex-régime de Ben Ali, les autorités tunisiennes ont été obligées de reculer. Cette bonne nouvelle montre que le combat des journalistes tunisiens nous concerne directement.

H. Z.

BLIDA

Une orpheline violée par quatorze individus

De sources proches de la Protection civile de Blida, nous avons appris qu'une mineure, orpheline de surcroît, a été violée par quatorze individus qui l'ont, après leur forfait, jetée à la rue après lui avoir fait subir les plus atroces souffrances. L'orpheline, nous fait-on savoir, avait quitté, suite à des altercations verbales, le domicile tutélaire. Seule dans la rue, elle fut interceptée par une bande de voyous qui l'ont enlevée et abusé d'elle. Une enquête a été ouverte par la police pour identifier et arrêter les auteurs.

M. B.

ALORS QU'UNE FILLE DE 16 ANS EST MORTE ASPHYXIÉE PAR LES GAZ BRÛLÉS

Une autre adolescente décède quelques jours après dans les mêmes circonstances

Les décès par asphyxie ne cessent d'endeuiller les familles blidéennes. Une fille de 16 ans est morte, lundi dernier, asphyxiée par le monoxyde de carbone. Elle a perdu connaissance au moment où elle prenait une douche dans la salle de bain où l'eau était chauffée à l'aide d'un réchaud plat. Evacuée à l'hôpital par les éléments de la Protection civile, l'adolescente est décédée en cours de route.

M. B.